

marchés extérieurs par des subventions à l'exportation et des obstacles à l'importation?

Et comment un pays peut-il développer ses industries manufacturières s'il n'a pas accès aux vastes marchés requis pour générer des chaînes de production rentables, des activités de recherche-développement et des investissements de capitaux?

Qu'est-ce qui peut nous encourager et nous inciter à devenir concurrentiels sur le plan international et à récolter les avantages associés à l'accroissement des exportations -- biens de consommation moins chers, emplois valorisés, meilleurs revenus et emplois plus intéressants?

La réponse à toutes ces questions est d'obtenir un meilleur accès aux marchés étrangers en négociant de bons traités commerciaux internationaux. Cela a été l'un des principaux objectifs de notre gouvernement depuis notre arrivée au pouvoir en 1984. Cet objectif nous a guidés pendant la négociation de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) et pendant nos négociations dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Cet objectif nous guidera aussi pendant les prochaines négociations sur un Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Étant donné l'importance du commerce extérieur pour la prospérité du Canada, le bon sens nous dicte de poursuivre nos objectifs commerciaux internationaux sur tous les fronts -- bilatéral, trilatéral et multilatéral.

L'ALE, l'ALENA et le GATT visent à garantir des débouchés aux exportateurs canadiens, à rendre le Canada intéressant pour les investisseurs et à établir la base d'une économie canadienne concurrentielle sur le plan international.

Les trois initiatives traçent la voie que nous continuerons de suivre parce que nous croyons que les marchés libres sont la meilleure façon de promouvoir les intérêts canadiens. Les principaux partis d'opposition étaient contre l'ALE, et maintenant ils sont contre le libre-échange avec le Mexique. Le choix est par conséquent clair.

Les partis d'opposition offrent aux Canadiens des politiques protectionnistes dépassées qui les forceraient à se retirer de l'économie mondiale et à tenter de survivre en se confinant à un marché intérieur de 26 millions de personnes.

Les leçons de l'Histoire sont claires. Le protectionnisme a produit la Grande Crise des années 30. C'est pourquoi nous rejetons les politiques protectionnistes de l'Opposition. Le protectionnisme n'a pas fonctionné dans le passé, et il ne préparera pas les Canadiens au 21<sup>e</sup> siècle.